

« Malheur aux retardataires qui font des heures supplémentaires ? »

Entretien avec Olivier Maulini¹

Université de Genève
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation

2007

Quels impacts sur les apprentissages au primaire peut avoir la réduction de 2 heures hebdomadaires d'enseignement ?

Cet impact est difficile à évaluer. En Suisse, on tend plutôt à rajouter des heures aux cantons les moins bien classés aux enquêtes internationales. Sur un point, la recherche est très claire : les variables socio-économiques expliquent davantage les différences de résultat que le nombre d'heures enseignées. En ajoutant ou en enlevant 2 heures, l'effet sur la scolarité des élèves sera sans commune mesure avec la qualité du travail fourni pendant les heures de classe disponibles. La quantité ne fait pas toujours la qualité.

La difficulté scolaire peut-elle se traiter après la classe pour 15% des élèves ?

Du point de vue des expériences de terrain et de la recherche, si le soutien peut être utile dans certains cas, il est loin d'être suffisant. Il peut même se révéler néfaste si l'on prétend qu'il va résoudre à lui seul le problème de la difficulté scolaire. Cette mesure isole les élèves qui rencontrent des difficultés et les fait surtravailler. Pourtant, ils souffrent d'abord de stigmatisation et de découragement par le sentiment de surcharge et de répétition. Ce traitement de la difficulté sur le plan quantitatif occulte la nécessité de différencier les pratiques à l'intérieur des classes et des écoles. Différencier, c'est permettre aux élèves en difficulté d'aborder les apprentissages *autrement*. Certes, dans le soutien, on peut travailler différemment qu'en classe, mais à ce compte là, pourquoi ne pas différencier *dans* la classe, à l'*intérieur* du temps ordinaire ? Pourquoi *externaliser* le traitement des difficultés ? Identifier 15% d'élèves en difficulté dans toutes les écoles en France serait une façon mécanique de créer des inégalités. Que dirait-on d'un Etat aidant 15% de pauvres dans tous les quartiers ?

L'individualisation de l'aide qui sous-tend le soutien est-elle pertinente ?

La façon dont les élèves sont sollicités pour contribuer à l'apprentissage des autres est un enjeu pédagogique important. Est ce qu'on apprend collectivement en s'aidant mutuellement ou apprend-t-on au rythme de l'élève moyen, et malheur aux retardataires qui feront des heures supplémentaires ? Enfermer l'école dans une logique de marginalisation des élèves faibles et de compétition entre les autres est un choix politique possible : mais comment le concilier avec la dénonciation de l'égoïsme contemporain, de la violence dans les préaux et d'un rapport purement instrumental aux savoirs ?

¹ Publié dans *Fenêtre sur cours, Hebdomadaire du Syndicat National Unitaire des instituteurs, professeurs de s écoles et PEGC*, n°305, p. 17.

Quelles sont les conditions qui font accord, au sein de la recherche et des expériences de terrain, pour la réussite de tous les élèves ?

La recherche ne dit pas ce qu'il faut faire mais dit ce qu'on ne peut pas dire, par exemple : que la réussite des uns demanderait l'exclusion des autres : les logiques systémiques différenciatrices produisent des écarts et des inégalités alors que les logiques intégratrices produisent le contraire. Cela se vérifie à tous les niveaux : les filières de scolarisation au secondaire, le redoublement au primaire, la carte scolaire, la façon dont les établissements sont organisés... Les pays où les élèves apprennent le mieux sont les pays qui traitent les problèmes souvent de façon contre intuitive. La pression scolaire n'y est pas aussi grande, le temps passé à l'école n'est pas forcément plus important, mais les élèves en difficulté sont pris en charge à l'intérieur des situations d'apprentissage, au sein des classes. Le soutien existe, mais il est – lui aussi – intégré. C'est le mot-clef.

Comment passer à un système intégratif ?

Intégrer la prise en charge d'élèves différents dans une pratique pédagogique qui les rassemble au lieu de les séparer passe par des cycles d'apprentissages fixant des objectifs ambitieux pour tous les élèves, ainsi que des moyens financiers et pédagogiques pour lutter contre l'échec, non par décret ni effet d'annonce, mais patiemment et progressivement. L'aide ne peut être enfermée au sein de la classe, ni se réduire à des cours d'appui. Dans les deux cas, on délègue le plus difficile à un enseignant isolé plutôt qu'au groupe des professionnels. L'organisation collective du travail permet au contraire de créer des modules provisoires et thématiques, des groupes de besoins en fonction des difficultés identifiées pour chaque élève. Les enseignants réallouent ensemble les ressources pédagogiques et se construisent une culture commune pour diagnostiquer et traiter les difficultés scolaires. Mais, renoncer aux structures ségréguées et se donner les moyens d'une véritable politique de l'intégration est beaucoup plus compliqué et moins vendable politiquement que d'offrir le sparadrap du soutien aux victimes du système. Le temps court de la politique et le temps long de l'éducation semblent malheureusement de plus en plus en tension.

Olivier Maulini,

Maître d'enseignement et de recherche à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de Genève, Laboratoire Innovation-Formation-Education (LIFE). Il a publié « Questionner pour enseigner et pour apprendre. Le rapport au savoir dans la classe » (ESF, 2005) et dirigé avec Monica Gather Thurler « L'organisation du travail scolaire, enjeu caché des réformes ? » (Presses de l'Université du Québec, 2007).